

# • Reconstitution des ressources du **Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme**

En 20 ans, des progrès notoires en matière de lutte contre le VIH ont été réalisés. Ils restent pourtant insuffisants : chaque minute, quatre personnes sont contaminées par le VIH et deux meurent du sida. Avec toujours près de deux millions de nouvelles infections chaque année<sup>1</sup>, le ralentissement des nouvelles infections reste en deçà des objectifs pour l'élimination de l'épidémie fixés pour 2030. Le manque de financement en est la principale raison : selon l'Onusida, pour accélérer la riposte au VIH au niveau mondial, il est impératif de débloquer 26,2 milliards de dollars par an d'ici 2020<sup>2</sup>, contre 19 milliards de dollars disponibles en 2018.

Il est donc temps d'agir : cette année, la 6<sup>e</sup> Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial (CRFM) se tiendra en France, les 9 et 10 octobre à Lyon. Un événement qui doit absolument marquer un tournant dans les stratégies de lutte contre le sida. •

### 2019 : une année charnière dans la lutte contre le VIH

→ **La France accueille pour la première fois la Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial**, dans le but de mobiliser de nouveaux fonds pour les trois années à venir (2020-2022). C'est l'occasion de donner un nouveau souffle à la lutte contre le VIH et de mobiliser les moyens financiers nécessaires pour atteindre les Objectifs du développement durable (ODD) fixés par l'ONU. Deuxième contributeur historique au Fonds mondial<sup>3</sup>, **la France a, depuis la création de cette organisation, joué un rôle majeur dans son fonctionnement et sa pérennisation**. Ainsi, la France a versé 1,08 milliard d'euros au Fonds mondial entre 2017 et 2019<sup>4</sup> (360 millions par an). Pourtant, nous sommes loin d'être sur la bonne voie pour atteindre les objectifs 90-90-90<sup>5</sup> fixés par l'ONU : **le manque d'engagement politique et de financement font craindre une reprise de l'épidémie dans les années à venir**, qui est déjà caractérisée dans de trop nombreux pays. Cette année, il incombe à la France de faire de la lutte contre le VIH une priorité mondiale. •

### 20 ans de mobilisation internationale pour enrayer trois pandémies majeures

→ Créé en 2002 à l'initiative des États membres du G7, le Fonds mondial contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme vient compléter des financements domestiques, bilatéraux et multilatéraux pour lutter contre ces trois pandémies. Venant directement appuyer la réalisation de l'ODD n°3 de l'ONU («santé et bien-être pour tous»), son action est simple : il subventionne les structures locales de lutte contre le VIH dans les pays à revenus faibles et intermédiaires. C'est grâce à ce partenariat unique entre les autorités publiques, la société civile, le secteur privé et les populations les plus exposées au VIH (hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes, personnes trans, travailleurs-ses du sexe, migrants-es, détenus-es et usagers-es de drogues) que le nombre de nouvelles infections et de décès liés au sida a pu diminuer depuis sa mise en place : **27 millions de vies ont ainsi pu être sauvées**. •

1. Onusida, dernières statistiques sur l'épidémie du sida : <https://www.unaids.org/fr/resources/fact-sheet>.

2. <https://www.unaids.org/fr/topic/resources>

3. Deuxième contributeur historique en cumulé.

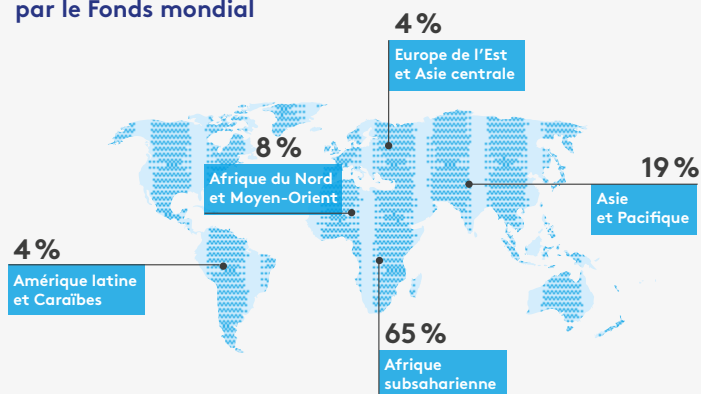
4. *Ibidem*

5. À l'horizon 2020, 90% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique, 90% des personnes infectées par le VIH et dépistées reçoivent un traitement antirétroviral durable et 90% des personnes recevant un traitement antirétroviral ont une charge virale durablement supprimée.

# • Reconstitution des ressources du **Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme**

## Le Fonds mondial : un outil efficace mais sous-financé pour mettre fin au sida

### Localisation des programmes soutenus par le Fonds mondial



### Une allocation optimale des ressources grâce à l'inclusion des communautés

→ Le Fonds mondial attribue des financements en fonction des besoins exprimés. Dans chaque pays, il dialogue avec l'instance de coordination nationale (CCM)<sup>6</sup> où siège l'État, la société civile et des donateurs du Fonds. Le CCM élabore la stratégie nationale et donne son avis sur chaque projet. Actuellement, **4 milliards de dollars sont répartis chaque année entre les pays bénéficiaires en fonction de leurs besoins**, puis mobilisés par les acteurs locaux pour la mise en œuvre de programmes. •

« Le Fonds mondial [a] atteint des résultats exceptionnels. » a.

« Les programmes du Fonds mondial sont bien alignés avec [...] l'objectif de sauver des vies, particulièrement celles des femmes et des enfants pauvres en renforçant l'accès aux services de santé maternelle et infantile de qualité [...].

Une force du Fonds mondial est sa capacité à traiter les enjeux liés à l'égalité de genre, l'orientation sexuelle et l'identité de genre. » b.

→ Même si le Fonds mondial n'est pas le premier bailleur de la lutte contre le VIH au niveau mondial<sup>7</sup>, ce partenariat unique permet de mobiliser tous les acteurs de cette cause. **AIDES soutient l'approche du Fonds mondial, privilégiant l'inclusion des communautés, des bénéficiaires et des personnes concernées dans les processus de décision et de mise en œuvre des programmes de lutte contre le VIH.**

Cette approche communautaire donne lieu à la mise en place de programmes ciblés sur les droits humains, avec une attention toute particulière portée sur les populations vulnérabilisées dans leurs droits et plus exposées à l'épidémie, notamment les Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH), les personnes trans, les travailleurs-ses du sexe

et les usagers-es de drogues. Ainsi, les CCM ont une double utilité : coordonner la mise au point des demandes de financement du pays et assurer le suivi stratégique de la mise en œuvre des subventions, et permettre une meilleure inclusion et visibilité des minorités discriminées. •

« Le Fonds mondial est ainsi le premier bailleur en matière de programmes de réduction des risques pour les usagers-es de drogues dans le monde : il apporte les deux tiers des dons internationaux. » c.

### Une attention particulière portée à la prévention et au renforcement des systèmes de santé

→ Face à l'urgence, le Fonds mondial se concentrait initialement sur l'accès aux traitements pour limiter les pertes humaines. Désormais, il joue aussi un rôle crucial dans le renforcement du système de santé et soutient le déploiement de la couverture sanitaire universelle (CSU). Le Fonds mondial permet d'améliorer les capacités de gestion face aux risques épidémiques et d'accélérer la transition vers des systèmes de soins centrés sur les personnes<sup>8</sup>. •

### Résultats clés dans les pays où le Fonds mondial a investi en 2017

17,5 millions de personnes étaient sous traitement antirétroviral contre le VIH

3,4 millions de personnes vivant avec le VIH ont reçu des conseils et des soins

79,1 millions de tests du VIH ont été réalisés

9,4 millions de personnes ont bénéficié de services de prévention du VIH

4,9 millions de personnes issues des populations clés ont été touchées par les services de prévention du VIH

696 000 mères vivant avec le VIH ont reçu un traitement de Prévention de la transmission de la mère à l'enfant (PTME)

→ La sécurité sanitaire et la prévention sont au cœur de la lutte contre le VIH : **financer le Fonds mondial, c'est contribuer à établir des systèmes de santé plus résistants en contrebalançant les menaces qui pèsent sur les stratégies de lutte contre le virus.** Grâce au soutien du Fonds mondial, les États les plus fragiles peuvent ainsi avancer dans le déploiement d'une couverture santé universelle, qui inclut les populations clés. •

« Le Fonds mondial remplit complètement les critères d'une organisation multilatérale efficace. » d.

# • Reconstitution des ressources du **Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme**

## CRFM 2019 : un objectif financier déjà insuffisant

→ Dans le cadre de la 6<sup>e</sup> reconstitution de ses ressources, le Fonds mondial espère mobiliser au moins 14 milliards de dollars (soit une hausse de 1,8 milliard par rapport aux 12,2 milliards de dollars levés durant la 5<sup>e</sup> reconstitution des ressources). L'allocation de financement d'au moins 14 milliards de dollars donnerait au Fonds les moyens de conserver son rôle clé dans la lutte contre le VIH. Cependant, un tel investissement ne représente que le minimum requis pour atteindre les objectifs stratégiques du Fonds mondial pour 2017-2022<sup>9</sup>. •

## Davantage de financements pour davantage de résultats

→ **AIDES défend une augmentation des ressources allouées au Fonds mondial.** En effet, selon le réseau des associations en faveur du Fonds mondial (Global Fund Advocates Network – GFAN), sur les 46 milliards de dollars annuels nécessaires pour lutter contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, 5,6 à 6 milliards par an devraient être investis dans les trois ans à venir (contre 4,3 milliards actuellement), soit une **augmentation de 22% des contributions au Fonds mondial** pour garantir la pérennité du programme. L'objectif financier minimum annoncé par le Fonds mondial pour les années 2020 à 2022 étant de 14 milliards de dollars, ce montant suffirait tout juste à combler le différentiel lié à l'inflation et à faire en sorte d'éviter une reprise des épidémies, alors que nous aurions besoin de redoubler d'efforts. **En dessous de cet objectif, les épidémies reprendront et balaieront des années de progrès.**

En octobre 2019, la France doit profiter de son statut de pays hôte de la Conférence de reconstitution des ressources pour obtenir un engagement financier conséquent des pays les plus riches. •

« Le GFAN est préoccupé [...] par le fait que la cible du Fonds mondial pour sa reconstitution, d'au moins 14 milliards de dollars, soit insuffisante pour accélérer la riposte et "revenir sur la bonne voie" [...]. Le GFAN appelle donc tous les donateurs à soutenir le Fonds mondial à hauteur d'au moins 18 milliards de dollars lors de la 6<sup>e</sup> reconstitution, 4 milliards de dollars de plus que pour le précédent cycle, et plus que le minimum de 14 milliards demandé dans l'argumentaire d'investissement. »<sup>e</sup>



Photo : © Jérémy Suyker

## La France doit revoir ses engagements financiers à la hausse

→ En tant que pays hôte, contributeur majeur, cofondateur du Fonds et puissance économique et diplomatique, la France se doit de revoir ses engagements financiers à la hausse. **Nous appelons à une augmentation substantielle de sa contribution au Fonds mondial.** En 2016, lors de la dernière Conférence, la France a été le seul pays du G7 à ne pas la revoir à la hausse. Elle a aujourd'hui une double responsabilité vis-à-vis des engagements financiers des autres pays et se doit de donner une impulsion nouvelle aux financements liés à la lutte contre le VIH. Il incombe au président de la République, Emmanuel Macron, de montrer l'exemple. •

« Le Fonds mondial [...] apparaît servir de manière pertinente les objectifs français en matière de santé.

À l'inverse, une faible participation financière limite fortement l'influence que la France peut avoir sur les orientations stratégiques de l'institution. »<sup>f</sup>

6. Country Coordinating Mechanism.

7. Le premier bailleur mondial de la lutte contre le sida est les États-Unis, notamment via le PEPFAR.

8. Le Fonds mondial, Argumentaire d'investissement. Sixième reconstitution des ressources 2019.

9. Rapport GFAN, Get Back on Track to End the Epidemics, juillet 2018.

10. Passant ainsi de deuxième à troisième contributeur au Fonds mondial, derrière le Royaume-Uni.

A. Department for international Development (DFID), Royaume-Uni, 2016

B. Department of Foreign Affairs and Trade, Australie, 2012

C. Harm Reduction International, The Lost Decade: Neglect for Harm Reduction Funding and the Health Crisis among People who Use Drugs, Royaume-Uni, 2018

D. Réseau d'évaluation des performances des organisations multilatérales - MOPAN, OCDE, 2016

E. Global Fund Advocates Network (GFAN), Advocacy briefing. Investment Case for Global Fund Sixth Replenishment, février 2019

F. Hervé Berville, député, Rapport sur la modernisation de la politique partenariale de développement et de solidarité internationale, France, août 2018

# • Reconstitution des ressources du **Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme**

## **Des mécanismes de financement innovants rendant possible une augmentation de plus de 25 % de la contribution française**

11. De l'ordre de + 20 %.

12. La France étant la seule à n'avoir pas augmenté son financement parmi les pays du G7.

→ AIDES demande à ce que la France suive l'exemple du Canada, pays hôte de la précédente Conférence de reconstitution du Fonds mondial (2016), qui avait considérablement augmenté sa contribution<sup>11</sup>. **Nous demandons une hausse de la contribution française de 25 % minimum par rapport aux 360 millions d'euros par an, soit une contribution annuelle de 450 millions d'euros (510 millions de dollars).**

La France a les moyens d'augmenter sa contribution annuelle au Fonds mondial puisque le président de la République s'est engagé à atteindre 0,55 % du Revenu national brut (RNB) affecté à l'aide publique au développement d'ici 2022 (contre 0,43 % en 2018).

La France dispose également de mécanismes de financement « innovants », tels que la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA, dite « taxe Chirac ») et la taxe sur les transactions financières (TTF) qui viennent abonder le Fonds de solidarité pour le développement, par lequel est notamment versée la contribution de la France au Fonds mondial. Cependant, en allouant 100 % de cette TTF (contre environ 50 % aujourd'hui) à l'aide publique au développement, ou en élargissant celle-ci aux transactions intra-journalières, ou encore en augmentant son taux de 0,3 à 0,5 %, **le gouvernement français pourrait augmenter sensiblement sa contribution aux grands fonds multilatéraux, dont le Fonds mondial, et respecter l'objectif international de consacrer 0,7 % du revenu national brut à l'aide publique au développement** (que la France n'atteint toujours pas). •

## • Nos revendications

- Une augmentation globale de la contribution des États pour atteindre un budget supérieur à 14 milliards de dollars pour la période 2020-2022 (4,7 milliards par an minimum).
- Une augmentation de la contribution de la France de 25 % minimum, en phase avec les besoins du Fonds mondial, les efforts consentis par les autres donateurs lors des précédents cycles<sup>12</sup> et la trajectoire d'augmentation d'aide publique au développement annoncée en 2018.
- Une affirmation croissante du leadership français autour de la table des négociations : un réel engagement politique, notamment en faveur d'un accompagnement accru des pays desquels le Fonds mondial se désengage progressivement, d'un déploiement des fonds dédiés aux initiatives en faveur des populations clés et d'un renforcement de la place de ces dernières dans les processus de décision et de mise en œuvre des programmes subventionnés par le Fonds mondial.
- Une mobilisation plus importante des acteurs institutionnels, mais aussi des acteurs privés, pour lever les barrières à l'accélération de la lutte et favoriser l'accès à l'innovation thérapeutique, particulièrement en Afrique francophone.
- Une prise en compte effective des besoins des populations clés et des acteurs communautaires dans les instances décisionnelles et le suivi des subventions.

### Contact



Direction plaidoyer :  
plaidoyer@aides.org

AIDES  
Tour Essor  
14 rue Scandicci • 93508 Pantin cedex

0805 160 011  
(gratuit depuis un poste fixe)

<https://www.aides.org/>  
FB : fb.com/aides  
TW : @assoAIDES